

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Christophe de Margerie (*séance du lundi 3 juin 2013*)

Jean-David Levitte : La présence de gaz et d'huile de schiste est une bénédiction pour l'économie américaine, elle favorise son rebond, le retour sur le sol américain d'entreprises énergo-intensives et la création de centaines de milliers d'emplois. Quelles leçons Total tire-t-il de son expérience américaine à cet égard ?

Par ailleurs, est-il possible dans notre pays d'exploiter des gisements de gaz et d'huile de schiste dans des conditions respectueuses de l'environnement ?

Réponse : La question du gaz et de l'huile de schiste constitue un débat légitime. Malheureusement, on donne aujourd'hui pour toute réponse aux interrogations des citoyens français une réponse imposée par certains sans aucune vérification de validité. La moindre des choses serait d'abord de savoir s'il y a du gaz de schiste en France. Or, nous l'ignorons. Pour le savoir, il faudrait que le gouvernement accepte que puisse être effectué un forage test.

Aux États-Unis, les premiers forages ont été effectués par des petites compagnies, un peu à l'insu des autorités et dans des conditions pas toujours respectueuses de l'environnement. Mais c'était au début des années 90 et l'on doit se rappeler qu'à l'époque la conscience environnementale et les techniques de protection environnementale n'en étaient qu'à leur commencement. Aujourd'hui, ces techniques ont considérablement progressé et le respect de l'environnement constitue un objectif pour nos entreprises industrielles.

L'expérience américaine de Total est mitigée dans la mesure où l'exploitation d'immenses réserves de gaz de schiste a entraîné une baisse drastique du coût du gaz, à un niveau inférieur au coût de développement, ce qui pour Total, qui n'est pas consommateur, ne présente que peu d'intérêt. Toutefois, cela nous a amenés à passer de l'exploitation de gaz secs à des gaz humides, c'est-à-dire contenant des condensats qui eux ont un prix lié à celui du pétrole et permettent de couvrir le coût de développement.

*
* *

Jean-Robert Pitte : Une compagnie comme la vôtre devrait sans doute expliquer à l'opinion publique française que « fracturer » la roche ne la fait pas souffrir. Le choix des mots est important et le mot de « fracturation » contribue assurément au rejet irrationnel de l'exploitation des gaz de schiste dans notre pays. On a proposé de lui substituer celui de « massage ».

Avez-vous réfléchi aux possibilités d'exploitation dans l'Arctique si, le changement climatique entraînant une diminution considérable de la banquise, des régions actuellement prises sous la glace devenaient accessibles ?

Réponse : Il faut bien savoir que la fracturation rocheuse, à d'autres fins que la recherche de gaz de schiste, est pratiquée depuis de nombreuses décennies par

diverses industries, mais que jusqu'à présent, personne ne s'en préoccupait. Le terme aujourd'hui fait peur. J'ai donc proposé dans une interview qu'on le remplace par celui de « massage », ou plutôt, pour que cela passe mieux, par celui de « massaging »... Tout cela relève de l'irrationnel, mais il est vrai que l'on devrait choisir des termes qui soient le moins agressifs possible. .

Pour ce qui est de l'Arctique, je pense que toute société peut prendre des risques, mais que ceux-ci doivent être mesurés. Total n'est pas disposé à prendre le risque d'une fuite accidentelle à proximité de la banquise. Il y a peut-être des réserves importantes en Arctique, mais il faut savoir ne pas jouer avec le feu. Si nous devons travailler dans l'Arctique, ce ne serait en aucun cas sur la banquise et uniquement sur des réserves de gaz, celui-ci n'étant pas polluant pour l'environnement marin.

*
* *

François d'Orcival : La France a-t-elle une chance de devenir une nation pétrolière grâce à la Guyane et notamment grâce à vos recherches offshore ?

Vous avez évoqué la relation complexe que Total a avec l'opinion publique française en raison de la fiscalité. Pourriez-vous faire une synthèse rapide entre ce que vous versez en charges et impôts à l'État français et ce que vous allez pouvoir récupérer par le nouveau mécanisme du crédit d'impôt compétitivité ?

Réponse : En Guyane, l'exploration a commencé par la découverte d'un beau puits, mais les deux puits qui ont été creusés ensuite se sont avérés secs. Cela montre que le réservoir géant, l'eldorado que l'on attendait n'est pas là. L'exploration va néanmoins continuer, avec deux puits en cours de forage actuellement. Mais s'ils s'avèrent secs également, il est évident que le rêve d'une Guyane pétrolière s'évanouira.

En ce qui concerne la fiscalité, c'est le principe – de droit français – qui prévaut, à savoir que l'on paye ses impôts dans le pays où ces impôts se constituent. Toute tentation qui consisterait à détourner les profits de leur lieu d'origine serait inacceptable. Du reste, les autorités fiscales des différents pays veillent à ce que cela ne se produise pas. D'une part, il est impossible au regard du droit que Total paye tous ses impôts en France ; d'autre part, il est faux que Total ne paye pas d'impôts en France. Pour 2012, Total s'est acquitté en France d'un milliard d'Euros d'impôts et de huit cents millions de charges sociales sur les salaires.

*
* *

Yvon Gattaz : Vous avez dit combien vous vous intéressez aux problèmes sociaux et sociétaux. C'est là un point très important car il est absolument nécessaire que, dans notre pays, l'image de l'entreprise soit restaurée. Mise à mal en 1968, mise à mal à nouveau en 1981, cette image a retrouvé des couleurs de façon très inattendue, à partir de 1983, sous François Mitterrand, mais elle s'est à nouveau dégradée par la suite. Or, les jeunes, qui sont – c'est une banalité de le dire - l'avenir de notre pays, perçoivent l'entreprise par le biais de l'image véhiculée dans l'opinion publique. Pour créer une entreprise, il faut aimer l'entreprise. Il est donc important que vous montriez aux jeunes, comme je le fais avec mon association *Jeunesse et entreprises*,

que l'entreprise est quelque chose d'exaltant, d'utile, d'indispensable pour notre société.

Quel est le message particulier que le groupe Total peut transmettre à des jeunes qui se sentent souvent mal à l'aise face à la situation actuelle ?

Réponse : Nous allons bientôt signer un nouveau contrat avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, comme nous le faisons depuis plusieurs années. À cette occasion, je veux faire passer le message suivant : Nous attendons beaucoup des jeunes parce qu'ils sont tout ; en contrepartie, nous devons leur donner un coup de pouce. Les aider, mais comment ? En les embauchant ? Sans doute, et nous le faisons déjà, mais surtout en les formant avant qu'ils n'entrent dans l'entreprise. C'est beaucoup plus important – et beaucoup plus difficile aussi.

*
* *

Michel Albert : Quelles conséquences à long terme pourrait avoir l'exploitation des gaz de schiste américains pour les relations des États-Unis avec le Moyen-Orient ? Par ailleurs, quid de la Chine et quid de la Russie ?

Réponse : Tout d'abord, je ne pense pas que l'on puisse considérer que les États-Unis seront autonomes en matière pétrolière, même s'ils le sont aujourd'hui pour le gaz. Les pays du Moyen-Orient ont tendance à croire que si l'exploitation des gaz de schiste aux États-Unis et la baisse du prix du gaz changent un peu la donne, elles ne la changent pas fondamentalement. C'est du reste un avis que je partage. Je vois en effet mal comment les États-Unis pourraient se désintéresser totalement d'une partie du monde où se trouvent nombre de leurs alliés, en particulier Israël.

La Chine et la Russie font bien entendu partie des enjeux géostratégiques en matière énergétique. La Russie a d'énormes réserves et si nous voulons négocier des contrats avec ce pays, il serait pour le moins avisé de ne pas traiter *a priori* les Russes comme des ennemis.

*
* *

Alain Besançon : Shell et BP n'ont-ils pas eu de très sérieuses difficultés dans leurs rapports avec la Russie ? On sait que la Russie a besoin d'importants transferts technologiques en raison de son retard par rapport à nos pays, mais ne pensez-vous pas que l'incertitude qui pèse sur la propriété et l'instabilité politique imposent d'être très prudent avant d'investir ?

Réponse : Il est vrai que les investissements en Russie sont difficiles et qu'il convient toujours d'y réfléchir à deux fois. BP et Shell ont effectivement eu de grosses difficultés, comme ils l'ont expliqué. Mais peut-être est-il utile d'écouter aussi la version russe. En ce qui concerne spécifiquement Shell, on peut dire que son erreur a été de refuser un partenariat avec un opérateur russe et en conséquence de braquer les autorités.

*

* *

Alain Duhamel : Pourriez-vous nous dresser un panorama succinct, comparatif et direct des rapports entre une grande société française totémique comme Total et les pouvoirs politiques qui se sont succédé depuis que vous êtes à la tête de Total ?

Réponse : D'abord, je pense qu'il faut qu'il y ait des rapports avec le pouvoir en place, car une société ne doit pas faire de politique. C'est pourquoi je tiens à ce que Total s'abstienne de toute politique et, en tant que patron du groupe, je me garde bien d'afficher quelque préférence que ce soit pour tel ou tel candidat à une élection.

J'avais des rapports globalement excellents avec tous les ministres du précédent gouvernement – sans toutefois être toujours d'accord avec eux. J'ai des rapports excellents avec la plupart des ministres du gouvernement actuel – sans toutefois être toujours d'accord avec eux. Mais les conversations que je peux avoir avec les uns et les autres n'ont toujours pour objet que la bonne marche de Total et son utilité pour la France, tant ici qu'à l'étranger.

Néanmoins, il arrive parfois que les gouvernants confondent la politique et l'industrie et veuillent imposer à Total une politique contraire à ses intérêts. Les relations alors se tendent nécessairement car les gouvernants doivent savoir que Total ne leur appartient pas. Mais jamais Total ne joue la chute d'un gouvernement. Permettez-moi de le dire clairement, je souhaite que le gouvernement de la France, démocratiquement élu, réussisse, qu'il soit de droite ou de gauche, car souhaiter son échec ne peut avoir que des conséquences néfastes pour nous tous.

*

* *

Jean-Claude Casanova : Comment voyez-vous l'évolution des deux grands pays à forte réserve pétrolière, mais, pour des raisons différentes, à situation politique délicate, que sont l'Irak et l'Iran ?

Par ailleurs, quelles conséquences géopolitiques peut entraîner à moyen terme le fait que le Moyen-Orient exportera et exporte déjà davantage vers l'Asie que vers l'Occident ?

Réponse : L'Irak et l'Iran restent au cœur des problèmes qui se posent au Moyen-Orient. Si l'on en parle un peu moins actuellement, c'est parce que toute l'attention se focalise sur l'horreur de la guerre civile syrienne. Mais il faut bien voir qu'au Moyen-Orient tout est lié et que sans règlement des problèmes de l'Irak, de l'Iran, mais aussi des Palestiniens, rien de positif ne se fera.

L'Iran continue à faire peur dans toute la région – et même au-delà – et cela n'est pas dû seulement au nucléaire. Il est à l'évidence une composante incontournable du Moyen-Orient et refuser qu'il s'asseye à une table des négociations, c'est tout simplement refuser de négocier.

Avec l'Irak, le problème est que n'a pas été achevé ce qui a été commencé. Je sais que ça n'est pas facile et je me garderai de donner des leçons, mais toujours est-il que demeure une instabilité très dommageable et pour le pays et pour la région.

*
* *

Georges-Henri Soutou : Que pensez-vous de la situation du raffinage ?

Réponse : Le raffinage ne peut pas être traité au niveau français, mais au minimum au niveau européen et, plus sûrement encore, au niveau global puisqu'avec la remise en état des raffineries russes et avec des capacités accrues pour le traitement de pétrole lourd, on se retrouve aujourd'hui en excédent. D'autant plus que l'on cherche, à juste titre, à réduire la consommation de produits pétroliers, principaux responsables des gaz à effet de serre.

Bien entendu, je n'ai aucun intérêt ni aucune satisfaction à fermer des raffineries. D'ailleurs Total investit énormément pour rendre plus concurrentiels les sites qui marchent bien, tel celui de Gonfreville en Normandie. Mais parfois, en raison de la surcapacité face à une consommation en baisse, il n'est d'autre solution que de fermer.

*
* *

André Vacheron : Quelle est la part du gaz russe dans notre approvisionnement énergétique ?

Vous avez évoqué, à propos de la transition énergétique, le photovoltaïque et la biomasse, mais vous n'avez pas parlé des éoliennes. Pourquoi ?

Réponse : Je n'en ai pas parlé parce que nous considérons chez Total que l'on ne saurait tout faire. Nous nous focalisons donc sur la biomasse et le solaire qui, au contraire des éoliennes, nous semblent répondre aux exigences que nous avons fixées : acceptabilité par le public, efficacité et rentabilité.

La part du gaz russe dans notre approvisionnement est faible. Notre gaz vient principalement de Norvège, d'Algérie et du Moyen-Orient via le GNL. Par ailleurs, grâce à son énergie nucléaire, la France ne consomme que peu de gaz par rapport à ses voisins européens.

*
* *

Christian Poncelet : Au moment où l'on parle de transition énergétique, quelle est votre position vis-à-vis du nucléaire ?

Réponse : Premièrement, sans énergie nucléaire, il n'y aura pas suffisamment d'énergie pour couvrir nos besoins. Deuxièmement, sans énergie nucléaire, la réduction de CO2 souhaitée sera impossible. Je crois avoir répondu ainsi à votre question.

*
* *

Ghislaine Alajouanine : Il y a aujourd'hui un total de 3 911 stations service. Il y a quarante ans, il y en avait presque 40 000. Pourquoi ?

Si vous étiez ministre de l'Industrie et de l'Énergie, quelle serait la première mesure que vous prendriez ?

Réponse : Le problème que l'on n'arrive pas à régler en France est celui de l'antagonisme entre concurrence et services. On veut à la fois les prix les plus bas et une qualité de service inchangée. Ça n'est malheureusement pas possible. Pour les stations service, on a privilégié les prix bas en laissant les grandes surfaces vendre de l'essence, mais pas du Total car l'essence est considérée par le législateur comme un produit banalisé, normalisé. Leclerc peut vendre des produits de luxe, mais pas du Total, alors que nous pourrions facilement prouver que nos produits ne sont pas les mêmes que ceux de nos concurrents.

Résultat : les grandes surfaces ont cassé les prix et ruiné les petites stations service indépendantes, car comment celle-ci auraient-elles pu rivaliser avec les grandes surfaces où il n'y a pas de service et quasiment pas de personnel ? Si les petites stations service disparaissent, c'est parce que personne ne veut les reprendre en raison de leur trop faible rentabilité.

*
* *

Laurent Stefanini : Vous avez prononcé une phrase intrigante lorsque vous avez dit au début de votre communication : « Total est dirigé par des Français, mais il va falloir malheureusement que cela change. » Que faut-il faire pour conserver un dirigeant bien français, qui connaît si bien les pouvoirs publics français et sait négocier avec eux ?

Réponse : Le fait de travailler dans de nombreux pays impose, pour que l'on soit crédible, que l'on trouve, à un niveau ou à un autre de la pyramide hiérarchique, des représentants de ces pays. La diversité m'apparaît absolument nécessaire et, sans qu'il soit utile d'accélérer le mouvement, il faut se préparer à ce qu'un étranger dirige un jour Total. Mais l'important n'est pas la nationalité. L'essentiel est que les gens qui travaillent chez Total et pour Total aient avant tout l'esprit maison.

*
* *